

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 17/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

URBASER ENVIRONNEMENT

10 rue de Luyot
59113 Seclin

Code AIOT : 0007005338

Référence : URBASER_seclin_RAPVI_0007005338_20240523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement URBASER ENVIRONNEMENT implanté rue de Lorival 59113 SECLIN. L'inspection a été annoncée le 12/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URBASER ENVIRONNEMENT
- Rue de Lorival 59113 SECLIN
- Code AIOT : 0007005338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Urbaser Environnement, implantée à Seclin, a repris depuis le 2 janvier 2022, l'exploitation de 7 déchetteries de la MEL (Lille Alsace et Lille Borda, Annoeullin, Marquillies, Seclin,

Fromelle et la Chapelle d'Armentières). Elle exerce une activité de collecte, de transit et de tri de déchets non dangereux sur son site de Seclin, rue de Lorival.

L'établissement est une installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Il a vocation à accueillir les déchets des particuliers, des artisans, des commerçants, des administrations et établissements éducatifs et des services municipaux des communes de la Métropole Lilloise (MEL).

Les déchets non dangereux admis et collectés sur le site sont les suivants : déchets encombrants, déchets verts, cartons, bois, gravats, ferrailles, déchets d'équipements électriques et électroniques, pneus usagers de véhicules légers, cartouches d'encre usagers, textiles usagers et radiographies médicales.

Les déchets dangereux collectés sont les suivants : piles, accumulateurs, batteries, tubes néons, ampoules à économie d'énergie, déchet diffus spécifiques, huiles moteurs usagées, huiles alimentaires usagées et les déchets d'amiante non friables.

Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 2 octobre 2012 pour une activité de déchetterie (collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets).

Thèmes de l'inspection :

- Traçabilité des déchets et AN24 Trackdéchets RNDTS,
- Détection incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La situation administrative du site n'a pas été abordée lors de la visite d'inspection du 23 mai 2024. Néanmoins, l'Inspection indique que suite au changement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement intervenu en application du décret n°2012-384 du 20 mars 2012, le site de la déchetterie de Seclin est soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 (Collecte de déchet non dangereux: Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m³). Le site reste soumis à autorisation pour la rubrique 2710-1 « installation de collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure à 7 tonnes ». Aussi, l'installation est soumise aux prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2012 et aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Capacités de l'installation	Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article 1.2.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Registre d'entrée et de sortie	Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article 1.2.8.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Demande d'action corrective	3 mois
4	Bordereaux de suivi de déchets	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 3.A.i	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article Annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Déclaration	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	GEREP	31/01/2008, article 4-II		
9	Systèmes de détection et d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Stockage des déchets d'amiante-ciment	Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article 1.2.9.1	Sans objet
8	Suivi des déchets d'amiante-ciment	Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article 1.2.9.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'aborder les points de contrôle suivants : la capacité d'autorisation de l'installation, la traçabilité des déchets, la déclaration GERE ainsi qu'un focus sur le déchet amiante.

L'Inspection **a constaté des incohérences quant à la traçabilité des déchets dangereux et non dangereux.**

En outre, constat est fait de l'absence de détection incendie dans le local DDS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacités de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article 1.2.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Limites de l'autorisation
Prescription contrôlée : Les apports globaux sont évalués à 25 000 t/an, répartis comme suit : * déchets ménagers et assimilés non spéciaux : 24 500 t ; * déchets ménagers spéciaux : 494,7 t. (dont 265 t. d'amiante sous forme liée, tel l'amiante ciment) ; * DASRI : 0,5t.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de définir la quantité totale des déchets réceptionnés sur le site au titre de l'année 2023. L'exploitant a transmis par courriel en date du 25/05/24 l'extraction du fichier récapitulatif des tonnages de déchets ménagers et assimilés non spéciaux pour 2023 (tableur nommé "Extraction de l'année 2023-Seclin.xls", tableau constitué de 13 627 lignes.).

<p>L'Inspection constate que la quantité annuelle totale admise de déchets ménagers et assimilés (onglet "DMA") sur l'installation en 2023 s'élève à 72 574,42 tonnes.</p> <p>Dans le cadre du contradictoire, l'exploitant signale par courriel du 09/07/24 à l'Inspection que le tonnage total admis au titre de l'année 2023 s'élève à 396 tonnes. L'inspection indique que cette quantité correspond à celle du mois de décembre, la première colonne du fichier (« date de collecte ») étant figée sur le mois de décembre. L'exploitant explique par ailleurs que ce fichier recense les tonnages de DMA pour l'ensemble des sites et déchetteries gérés par Urbaser. L'Inspection constate alors que la quantité annuelle totale admise de DMA non spéciaux pour le site de Seclin s'élève donc à 8 051,71 tonnes au titre de l'année 2023.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a interrogé l'exploitant sur les éventuels outils d'alerte de dépassement des seuils annuels. L'exploitant n'a pas été en mesure de répondre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite aux difficultés pour statuer aisément sur le respect des valeurs limites de déchets pour l'année 2023 sur le site de la déchetterie de Seclin, l'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place un outil de suivi unique pour ce site.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, le fichier dûment corrigé et indique la quantité annuelle totale admise de déchets ménagers et assimilés sur l'installation en 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Registre d'entrée et de sortie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article 1.2.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle - Acceptation -Refus des déchets à l'entrée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registre d'entrée : Chaque entrée fait l'objet d'un contrôle de la nature et de la quantité des déchets apportés, ainsi que l'identité de l'utilisateur (catégorie et origine géographique).</p> <p>Registre de sortie : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom et l'adresse du destinataire, l'identité du transporteur et le n° d'immatriculation du véhicule, la nature et la quantité de chargement (codification en vigueur), l'origine du déchet composant le chargement et les éventuels incidents, le n° de bordereau de suivi, la qualification du traitement final (recyclage, valorisation, élimination.) ainsi que sa codification selon les annexes I et II de la Directive n° 2008/98/CE.</p> <p>Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique tenir les registres des déchets entrants et sortants.</p> <p><u>Concernant le registre des entrées :</u></p> <p>l'exploitant tient ce registre à jour via l'application ECOCITO. L'agent en charge du contrôle des déchets en entrée de site est muni d'un trackeur sur lequel il renseigne les données issues de son</p>

contrôle. Le registre des entrées s'affiche sous forme de tableau dans l'application.

Lors de la visite, l'Inspection a assisté au contrôle de déchets entrants et a constaté que l'agent renseigne la date et l'heure d'arrivée du particulier ou du professionnel en entrée de site et contrôle son badge. Par ailleurs, la nature des déchets entrants est également contrôlée et renseignée. La quantité de déchets est quant à elle laissée à l'appréciation de l'agent de contrôle selon sa nature. L'Inspection constate que l'ensemble des données récoltées sont bien transmises sur le registre des entrées sur l'application ECOCITO. Les données renseignées sont conformes.

Concernant le registre des sorties:

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique tenir à jour un registre sous la forme d'un tableau informatisé, accessible en continu sur le serveur ECOREC, serveur mis à disposition par URBASER. L'exploitant indique recevoir une extraction mensuelle dudit registre.

Par courriel du 24/05/24, l'exploitant a transmis le registre des déchets sortants sous la forme d'un tableau informatisé, (réalisé par l'attaché d'exploitation) et ce au titre de l'année 2023 (document nommé "Données du registre des déchets sortants en déchetterie.xlsx").

L'exploitant indique que ce registre est renseigné par les agents d'accueil en déchetterie en poste, qu'ils y inscrivent uniquement la date, sélectionnent le flux sortant et indiquent la quantité.

Au travers de l'analyse de ce registre, l'Inspection constate les éléments suivants :

1- les données inscrites au registre des déchets sortants ne sont pas exhaustives. En effet, les numéros des bordereaux de suivi des déchets (BSD) ne sont pas renseignés ainsi que l'immatriculation des véhicules en charge du transport de déchets et la date;

2- Le registre des déchets sortants n'établit pas clairement les quantités réellement en sortie du site. Seules des unités sont définies et difficilement exploitables, notamment dans l'évaluation des quantités des dangereux évacués pour les comparer avec les données issues de Trackdéchets.

Les documents transmis par courriel du 24/05/24 ne répondent pas aux dispositions édictées à l'article 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 02/10/12.

Ce constat constitue une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À compter de l'année 2024, pour l'ensemble des déchets produits et/ou transitant par le site de la déchetterie de Seclin, l'exploitant met en place un registre exhaustif des sorties comprenant l'ensemble des informations édictées à l'article 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 02/10/12.

L'exploitant transmet, sous 3 mois à réception du présent rapport, une copie du registre dûment établi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Constats :

L'exploitant indique renseigner Trackdéchets en fonction des flux de déchets sortants et faire appel à des filières autorisées pour leur traitement. Pour exemple, concernant l'amiante, l'exploitant demande l'intervention de l'entreprise Baudalet (Blaringhem) qui se charge du transport et du traitement.

En amont de la visite, l'Inspection a consulté sous Trackdéchets les fiches Établissement Urbaser Environnement du site de Seclin, ainsi que les registres exhaustifs au titre de l'année 2023 et du 1er janvier à la date de la visite d'inspection du 23 mai 2024.

L'Inspection constate des anomalies et incohérences dans les fiches et registres exhaustifs précédemment cités.

La fiche au titre de l'année 2023 (pour le numéro de SIRET 48459557400357 - URBASER) indique que 525 BSD ont été émis avec un total de 1 073,35 tonnes de déchets dangereux sortants (dépassant la quantité maximale de 494,7 tonnes selon l'arrêté préfectoral d'autorisation). Les codes de déchets dangereux recensés sont :

- 13 05 07* (eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures) pour un total de 36,16 tonnes de déchets sortants ;
- 20 01 33* (piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant des piles) à hauteur de 14,34 tonnes ;
- 20 01 35* (équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23) pour un total de 1 022,85 tonnes.

L'inspection constate que les déchets d'amiante n'apparaissent pas sous le SIRET précédemment cité. Interrogé sur ce point lors de la visite, l'exploitant indique que c'est la Métropole Européenne de Lille (MEL) qui est en charge de la collecte des données des flux des déchets d'amiantes.

L'analyse du registre exhaustif sous format tableur informatisé Trackdechets pour l'année 2023 indique une nouvelle incohérence, puisqu'apparaissent les codes déchets 13 02 05* (huiles usagées), 20 01 21* et 20 01 23* en plus de ceux recensés dans la fiche Établissement. Les déchets codifiés 20 01 21*, 20 01 23* et 20 01 35* ne sont parfois pas associés à une quantité de déchets, constat lié à la possibilité octroyée par l'outil Trackdéchets de ne pas saisir les valeurs de pesées dès lors que les déchets sont collectés par des organismes utilisant l'annexe 1 (bordereau de tournée dédiée). Ce registre permet de déterminer que la quantité totale de déchets dangereux

sortant sous le SIRET 48459557400357 est de 1 340,20 tonnes.

L'Inspection constate que les huiles usagées (code déchets 13 02 05*) sont collectées sous le SIRET de la MEL (2000932100081) pour une quantité annuelle de 58,03 tonnes. De plus, les déchets d'amiante (code déchet 17 06 05*) n'apparaissent pas dans ce registre exhaustif sous le SIRET de la MEL. L'Inspection constate également que pour les huiles usagées, l'exploitant (URBASER Environnement) est positionné comme négociant/courtier et à ce titre ne signe pas les bordereaux de suivi. Cependant, l'exploitant n'a pas indiqué être négociant ou courtier sur son compte Trackdéchets. Seul le profil transporteur est saisi et les informations de récépissé ou d'agrément à ce titre ne sont pas renseignées.

L'Inspection constate au sein du registre exhaustif que sous le SIRET 48459557400357 (URBASER) plusieurs lieux de prise en charge sont recensés (les déchetteries d'Annoeullin, Marquillies, Seclin, Fromelles, La Chapelle d'Armentières, Lille Alsace, Lille Borda...) et parfois sous des dénominations diverses. Sur la base de ce constat, l'exploitant manifeste l'impossibilité d'exprimer les quantités de déchets dangereux produits par la déchetterie de Seclin et ainsi de respecter la traçabilité des déchets dont il a la responsabilité.

Les constats sont identiques en termes de saisies des données sur la fiche Établissement sous le code SIRET 48459557400357 (URBASER) et le registre exhaustif au format tableur informatisé associé au titre de la période du 1er janvier au 22 mai 2024.

L'Inspection indique que disposer d'un code SIRET unique par établissement est une condition nécessaire pour contribuer à la traçabilité des déchets dangereux sortants du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'Inspection, sous 3 mois, un plan d'actions permettant de respecter la traçabilité des déchets dangereux dont il détient la responsabilité en tant que producteur sous Trackdéchets et d'établir une cohérence entre les différents registres établis **pour le site de Seclin.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 3.A.i

Thème(s) : Risques chroniques, déchets contenant de l'amiante

Prescription contrôlée :

A. - Informations transmises par l'émetteur du bordereau lors de l'émission du bordereau.

L'émetteur du bordereau est :

1° le maître d'ouvrage qui commande les travaux sur amiante lorsqu'il s'agit d'une personne morale, ou

2° l'entreprise réalisant les travaux sur amiante lorsque ces travaux sont commandés par un ménage, ou

3° la déchetterie publique, lorsque les déchets contenant de l'amiante y ont été déposés par une personne admise à le faire, ou

4° dans le cas de déchets contenant de l'amiante qui ne sont pas issus de travaux sur amiante, le détenteur des déchets.

Dans les situations mentionnées au 1° et au 2°, l'entreprise réalisant les travaux sur amiante valide

ces informations au moyen d'une signature électronique.i) Concernant l'émetteur du bordereau :

- Nature : Maître d'ouvrage des travaux sur amiante, entreprise réalisant des travaux sur amiante commandés par un ménage, déchetterie publique, ou autre détenteur du déchet (pour des déchets contenant de l'amiante non issus de travaux sur amiante) ;
- Numéro SIRET ;
- Raison Sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter.

Constats :

Par courriel du 24/05/24, l'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante n° BSDA-20230117-W63MV4GCE. Ce BSDA identifie la MEL (SIRET 20009320100081) en tant que producteur ou détenteur du déchet.

Ce constat constitue une **non-conformité** à l'article 3.A.i de l'arrêté ministériel du 21/12/21 eu égard que l'émetteur du BSDA est la déchetterie publique dès lors que les déchets contenant de l'amiante y ont été déposés par une personne admise à le faire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant respecte, sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, les dispositions édictées à l'article 3.A.i de l'arrêté préfectoral du 21/12/21.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Codes déchets

Prescription contrôlée :

A - Les déchets ménagers et assimilés « non spéciaux »

Code déchets	Nature du déchet
16 01 03	pneumatiques
20 01 01	papiers et cartons
20 01 02	verre
20 01 10 et 20 01 11	textiles
20 01 37 et 20 01 38	bois
20 01 39	matières plastiques
20 01 40	métaux et ferrailles
20 01 99 et 20 03 07	objets réutilisables
20 02 01	déchets verts
20 02 03	plâtre, gravats valorisables et non valorisables
20 03 01	déchets tout venant
20 03 07	encombrants (matelas, canapés,...)

B - Les déchets ménagers «spéciaux »

Code déchets	Nature du déchet
13 02 05 à 13 02 08	huiles moteurs
17 06 05	matériaux de construction contenant de l'amiante liée (ex : plaques d'amiante-ciment)
16 06 01 à 16 06 06 20 01 33 et 20 01 34	batteries, piles et autres accumulateurs
20 01 13 et 20 01 17	solvants liquides (produits de nettoyage, révélateurs photos, diluants, détachants, essence...)
20 01 14 et 20 01 15	acides (acide chlorhydrique, acide sulfurique...) et bases (soude caustique..)
20 01 19 20 01 29 et 20 01 30	détergents, produits phytosanitaires (insecticides, herbicides, fongicides, désherbants, engrais...)
20 01 21	ampoules, néons, et autres tubes fluorescents
20 01 23 20 01 35 et 20 01 36	Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
20 01 25 et 20 01 26	huiles végétales
20 01 27 et 20 01 28	peintures, vernis, teintures, cires, graisses, colles, laques,...
20 03 99	autres produits

C – Les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI)

Code déchets	Nature du déchet
18 01 01	objets piquants et coupants
20 01 31 20 01 32	médicaments

D – Les autres résidus urbains (déchet non spéciaux des services techniques municipaux)

Code déchets	Nature du déchet
20 02 01	déchets d'entretien des espaces verts (tontes de gazon, branchages, et autres déchets verts)
20 02 03	déchets inertes (gravats et autres déchets de démolition)
20 03 01	déchets tout venant
20 03 07	déchets incinérables

Constats :

Par courriel du 24/05/24, l'exploitant a transmis le registre des déchets sortants sous format tableur informatisé, (réalisé par l'attaché d'exploitation) et ce au titre de l'année 2023 (document nommé "Données du registre des déchets sortants en déchetterie.xlsx").

L'Inspection constate que des codes déchets non inscrits dans la liste des déchets admis sur le site en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 02/10/12 apparaissent en sortie de site. L'Inspection constate la liste de code déchets non répertoriés suivante :

Code déchets issus du registre des déchets sortants 2023	Dénomination
08 03 17*	Cartouches d'encre
09 01 07	Radios
10 13 11	Plâtre
15 01 02*	Bidons vides combustibles
15 01 06	Multimatériaux

15 01 10*	Colles, solvants, peintures (hors DDS) Emballages vides souillés (hors DDS)
16 01 07*	Filtres à huile (Eco DDS)
16 05 04*	Aérosols (Eco DDS), Extincteurs, Bouteilles de gaz
16 09 04*	Carburants (Eco DDS)
17 01 07	Gravats propres / Gravats sales
17 02 01	Bois
17 05 04*	Bouteilles de gaz
18 01 03*	DASRI
18 05 04*	Bouteilles de gaz
20 01 33*	Piles et accumulateurs
21 01 35*	PAM (bacs)
21 01 40	métaux

Lors de la visite, l'Inspection a interrogé l'exploitant sur le code déchet 17 01 02 apparaissant dans le registre des entrées à la date du jour. L'exploitant a indiqué codifier les gravats sales sous ce code 17 01 02. Les gravats sont codifiés sous le code 20 02 03 dans l'arrêté préfectoral du 02/10/12. L'Inspection constate que certains déchets peuvent être codifiés selon des codes admis dans l'arrêté préfectoral précédemment cité. Pour exemple, le plâtre = 20 02 03, le bois = 20 01 37 et 20 01 38.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant analyse la liste des codes déchets admis sur son installation figurant en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 02/10/12 et plus précisément les déchets "radio", "filtres à huile", "aérosols", "bidons vides non combustibles". Au regard de cette analyse et dans le cas où l'exploitant souhaiterait faire évoluer l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 02/10/12, l'exploitant transmet un dossier de porter à connaissance à M. le préfet du Nord.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des quantités de déchets produits

Prescription contrôlée :

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

<p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite du 23 mai, l'inspection n'a relevé aucune déclaration GEREPE pour cet établissement au titre des deux dernières années. Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré ne pas utiliser l'outil GEREPE et a indiqué ne pas avoir de compte.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de définir si les activités exercées sur le site de Seclin relevaient ou non des seuils de déclaration de l'arrêté du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets pour ce qui concerne le volet production de déchets (II de l'article 4).</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>A l'issue de la visite, l'Inspection a créé un compte pour l'établissement via l'ouverture de droit à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois à réception du présent rapport, l'exploitant régularise sa situation en effectuant la déclaration des quantités expédiées au titre de l'année 2023. L'inspection rappelle que cette dernière doit être réalisée chaque année pour l'année n-1 avant le 31 mars de l'année en cours (article R. 512-75 du code de l'environnement). Néanmoins, l'outil reste disponible jusqu'au 31 juillet 2024 au titre de la déclaration 2023. Au-delà de cette date, l'exploitant peut effectuer la démarche via un formulaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Stockage des déchets d'amiante-ciment

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article 1.2.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions spéciales relatives aux déchets d'amiante-ciment</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un affichage doit rappeler aux usagers les dangers liés à l'amiante et les précautions à respecter. Les dépôts doivent se faire dans une zone de dépôt spécifique clairement signalée, éloignée des autres zones de dépôt , sous la surveillance permanente du personnel, qui doit s'assurer que le dépôt des matériaux se fait dans des conditions permettant le maintien de l'intégrité des produits déposés. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, l'Inspection constate que les informations spécifiques dédiées aux déchets amiantés sont disponibles par affichage.</p> <p>Les déchets d'amiante sont collectés par plaques doublement ensachées et déposées dans une benne de 15m³. Cette dernière est localisée dans une zone spécifique et clairement signalée, éloignée des autres zones de dépôt et implantée de façon à être visible des agents de sécurité de façon permanente (à proximité des agents chargés du contrôle en entrée de site).</p> <p>La benne de collecte des plaques de fibrociment n'a pas besoin d'être bâchée, tous les déchets amiantés étant emballés dans des protections en plastique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Suivi des déchets d'amiante-ciment

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2012, article 1.2.9.5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Dispositions spéciales relatives aux déchets d'amiante-ciment</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une procédure de suivi des déchets entrants et sortants sera mise en place afin d'assurer la traçabilité du déchet conformément aux dispositions de l'article 1.2.8.2 du présent arrêté.</p> <p>Tout transport des bennes à destination des lieux de stockage doit être accompagné d'un bordereau de suivi des déchets conforme aux dispositions en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogé sur la procédure de suivi des déchets entrants et sortants mise en place afin d'assurer la traçabilité des déchets amiantés, l'exploitant indique que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les informations à disposition du public relatives au dépôt de l'amiante sur le site de Seclin sont disponibles sur le site internet de la MEL. Un affichage est également présent sur site relativement aux dangers et précaution à prendre lors de la manipulation et dépôt des plaques d'amiante; - tous les déchets amiantés doivent arriver emballés dans des protections en plastique afin d'éviter l'émiettement et le bris de ces déchets; - le film plastique est distribué gratuitement par la déchetterie sous réserve que le particulier ait rempli un formulaire de dépôt en amont (dans la limite de 10 plaques par jour par personne dotée d'un badge). L'inspection a constaté la présence du film sur site mis à disposition du public; - le particulier prend rendez-vous en amont du dépôt et l'agent de contrôle vérifie la conformité à l'arrivée, tant sur le nombre de plaques que leur conditionnement; - une étiquette avec le pictogramme "amiante" est apposée sur chaque plaque; - la benne qui réceptionne les déchets amiante est bâchée pour le transport grâce à un double ensachage dans le fond de la benne (sache plastique associé à un big bag). Ce double ensachage cumulé à l'emballage plastique individuel de chaque déchet ne présente aucun risque d'envol de poussière lors du transport; - le dépoussiérage est effectué par l'entreprise Baudalet (site de Blaringhem), filière autorisée à cet effet. <p>L'exploitant a transmis un bordereau de suivi de déchet amianté par courriel du 24/05/24. Ce bordereau n°BSDA-20230117-W63MV4GCE édité le 27/01/23 est enregistré sous le numéro SIRET de la MEL(20009320100081). Une quantité de 2 tonnes d'amiante a été transportée par Baudalet à</p>

destination du site de stockage de Baudalet à Blaringhem. Le code traitement D5 a été appliqué à ce lot le 31/01/23.

Par courriel du 25/05/24, l'exploitant a également transmis l'extraction via Trackdéchét de la quantité de déchets d'amiante liée collectée à Seclin pour l'année 2023, soit une quantité totale annuelle de 66,14 tonnes (sous le SIRET de la MEL).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Systèmes de détection et d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Lors de la visite sur site, l'Inspection constate l'absence de détecteur incendie au sein du local DDS (déchets diffus spécifiques). Ces déchets communément présents chez les particuliers, issus de produits chimiques sont considérés comme des déchets dangereux et pouvant présenter un risque significatif en raison de leurs caractéristiques physico-chimiques.

Ce constat constitue une non-conformité.

Néanmoins, l'inspection constate la présence d'une trappe de désenfumage et d'un extincteur. Le retour à la conformité peut-être rapide et l'exploitant s'engage à réaliser les travaux rapidement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, sous 3 mois à réception du présent rapport, le justificatif de mise en place d'un système de détection incendie dans le local DDS de la déchetterie de Seclin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois